Plateforme

du
comité

« Irradiés de tous les pays, unissons-nous ! »

> « Sous prétexte d' « intérêts économiques » et autres balivernes comme le « progrès », nos gouvernants nous imposent, sous le direction avisée de leurs spécialistes, de produire un monde qui nous détruit. Sur l'autel des « impératifs économiques », nous devons sacrifier notre vie, accepter de mettre en péril notre existence par l'ensemble des nuisances qu'il nous faut produire et consommer à leur service. »
>
> *Un cobaye récalcitrant*, le 26 mars 1987
>
> (Tract diffusé dans la région de Neuvy-Bouin, Deux-Sèvres)

Le temps des hypothèses sur le nucléaire est fini. De Hiroshima à Tchernobyl, de Three Mile Island à Goiania, les faits ont suffisamment parlé. Par ces preuves catastrophiques, mais aussi dans son existence moins déflagrante, le nucléaire s'affirme aujourd'hui comme l'un des instruments privilégiés de l'édification de nouvelles conditions de survie auxquelles les hommes sont contraints de s'adapter alors même qu'elles les tuent à petit feu.

L'industrie nucléaire civile et militaire est l'exemple le plus extrême et le plus significatif des conséquences désastreuses qu'inflige à l'humanité un développement de la production émancipée de toute raison humaine, soumis aux seuls impératifs de l'économie autonome. La mise en route du programme nucléaire a été, dès le début, le type même d'activité productrice excluant le *vivant* et cela à double titre : biologique et historique.

Avant tout, comme tout au long de l'ère industrielle, les artisans de sa mise en œuvre se sont permis de faire abstraction du temps, mais à un degré jamais atteint auparavant : des découvertes scientifiques (radioactivité, théorie des quanta, fission et fusion de l'atome) ont été immédiatement utilisées à des fins militaires d'abord, économiques ensuite, sans qu'il ait été tenu compte des effets biologiques à long terme que pouvait avoir leur usage, ni des problèmes technologiques que pouvait poser une exploitation à grande échelle de l'énergie atomique et, surtout, sans que les populations concernées aient eu la possibilité de décider autrement. On a ainsi ôté aux hommes la capacité de modifier, au moins sur ce point, leur sort. Ce qu'aucun tyran n'avait jamais réussi : imposer sa domination pour 24 000 ans (c'est la demi-vie du plutonium 239), le nucléaire y est parvenu. L'histoire ne pourra plus se faire sans tenir compte de ce cadeau empoisonné, de cette tunique de Nessus passée à l'humanité.

Ensuite, le nucléaire, venant ajouter ses effets aux dommages que les autres formes de pollution infligent à la planète, en a les deux caractéristiques majeures : d'une part, celles qui interviennent en fin de chaîne, comme résultat d'un processus cumulatif, tels la destruction de la couche d'ozone, les pluies acides, les conséquences variées de l'usage des pesticides ; d'autre part, les catastrophes résultant d'un accident dans une unité de production ou de stockage, comme celle de Seveso, Bhopal ou des usines Sandoz. La radioactivité s'accumule inexorablement sur terre et les « accidents » se multiplient dans les centrales ; les bombes s'amoncellent dans les arsenaux en attendant les futurs accidents de l'IDS (Initiative de Défense Stratégique, prétendu bouclier des Etats-Unis chargé d'automatiser la guerre nucléaire).

Ainsi, le nucléaire révèle et résume ce phénomène sans précédent d'accélération du processus de destruction de la vie, duquel participe chaque nuisance particulière. Jamais l'existence de la planète n'a été remise en question dans une telle fuite en avant du développement scientifique et technique, à tel point séparé de ses bases humaines. Et pourtant, ce péril a été imposé aux populations du monde entier.

Le problème que pose le nucléaire à l'humanité n'est pas un simple problème de pollution ni de choix « énergétique ». Cette option, outre les risques qu'elle fait courir à l'humanité et les déboires qu'elle lui cause déjà, s'accompagne d'un processus de renforcement de l'asservissement des individus. Le nucléaire a pris forme et s'est développé sous le contrôle de

l'Etat (il faut noter qu'aux Etats-Unis seul le nucléaire militaire dépend directement de l'Etat, alors que le nucléaire civil est géré par des entreprises privées s'établissant selon des normes fixées par l'Etat. Cela permet à l'Etat, lors des accidents comme Three Mile Island, de prétendre au rôle d'arbitre entre les responsables de l'industrie nucléaire et la population. Mais il faut bien constater qu'il s'agit là d'un « arbitrage » partisan puisque l'Etat a régulièrement aidé les responsables des centrales à mentir sur la nature des risques encourus par les populations, à minimiser leur responsabilité, et à faire disparaître des preuves. Cette prétendue indépendance de l'Etat par rapport aux gérants du nucléaire est donc plutôt un *stratagème* visant à rendre la critique du nucléaire et la mise en accusation de ses responsables plus difficiles). Celui-ci, aves ses technocrates, politiques et militaires, gère ses intérêts particuliers sous couvert de l'intérêt général et contre lui. La mise en œuvre de l'industrie nucléaire a été pour lui une excellente occasion d'amplifier son contrôle sur ses administrés, car elle lui fournissait de parfaits prétextes :

- l'argument de la complexité de l'industrie nucléaire a permis de faire valoir aux populations qu'elles n'étaient pas capables de juger de sa fiabilité, que ce n'était pas à elles de décider si le choix de la développer était bon ou non pour elles, mais à l'Etat et a ses « experts » ;
- les impératifs de sécurité ont servi de prétexte à l'Etat pour maintenir le secret sur un grand nombre de ses activités, imposer le respect de ce secret à tous ceux qu'il emploie dans le domaine nucléaire et alentour, et garder ces gens sous une surveillance accentuée ainsi que les habitants des territoires occupés par le nucléaire ou sur le point de l'être ;
- enfin, le nucléaire a placé les individus dans une situation de plus grande dépendance par rapport à l'Etat. A près leur avoir imposé ces monstres que sont les centrales et autres lieux de production et de stockage de matières fissiles, il se présente comme la seule force ayant les moyens sinon d'empêcher, du moins de juguler leurs principes, et recommande à tout un chacun de le laisser s'occuper de la sécurité, sans discuter la moindre des décisions prises au nom de cette sécurité. C'est ainsi que l'Etat et les nucléaristes, ayant mené l'humanité à un stade d'insécurité jamais atteint auparavant, se prétendent les seuls habilités à protéger l'humanité des dangers dont ils sont la cause.

> Partout, ils se présentent comme l'unique recours possible contre la dégradation, qu'ils produisent, des conditions d'existence, et invitent les populations à venir se ranger en bon ordre sous leur bouclier fissuré. Ce qui reste de réactions humaines, de réflexes de solidarité, en cas de catastrophes est transformé en participation civique à un processus dont l'Etat reste le maître exclusif. S'il suggère aux individus de se jeter aveuglément dans ses bras salvateurs, c'est avec la force de sa police et de son armée, par le quadrillage militaire des régions et la déportation ou le « confinement » des populations, seules solutions qu'il ait prévues en cas de catastrophe. C'est d'ailleurs bien normal puisque le même déploiement militaro-policier sert déjà à réprimer les révoltes des « citoyens » bafoués contre les décisions qui les affectent.

Ainsi, l'exploitation et la gestion des installations nucléaires, tant civiles que militaires, renforcent la mainmise totalitaire de l'Etat sur la société et ce quelle que soit la nature affichée des régimes considérés, à l'Ouest comme à l'Est.

Aujourd'hui, les Etats ont fait la preuve de leur impuissance à garantir la sécurité des populations qu'ils ont forcées à monter dans la galère nucléaire, mais ils ne cessent pas pour autant d'exercer le même *chantage* à la « nécessité » économique du nucléaire et de présenter tous ceux qui la rejettent comme des utopistes et des irresponsables. Dans le faux dilemme où ils veulent nous enfermer : plier les genoux ou « retourner à l'âge de pierre », les nucléaristes oublient de nous préciser que le paléolithique fut une origine pour l'homme alors que le nucléaire risque bien d'en être la fin.

L'Etat français, plus particulièrement, a sophistiqué, depuis Tchernobyl, la guerre psychologique qu'il livre à la société. Il use encore de la conspiration du silence et continue à se taire autant qu'il peut sur tout ce qui pourrait inquiéter ses administrés, mais il y ajoute de temps en temps le pseudo-*aveu* d'un incident mineur, afin de ne pas sembler suivre la tactique totalement discréditée du « Tout va bien » utilisée au moment de Tchernobyl. Il laisse filtrer quelques informations partielles pour voir jusqu'à quel point les risques sont acceptés par les populations et ajuster ses décisions en fonction de leurs réactions. Enfin, lorsque la dissimulation lui semble dangereuse, il a recours résolument à la *conspiration du bruit*, abrutissant les gens sous un déluge d' « informations » et de débats (orage

de chiffres, confusion des mesures, « révélations » sur des catastrophes antérieures, polémique sur le seuil limite de radioactivité – toujours revu à la hausse -, etc.). Ce traitement spécial de l'information produit une banalisation de la catastrophe. Celle-ci devient une expérience positive visant à améliorer la gestion des désastres futurs. Dans la novlangue des communiqués officiels, « catastrophe » se prononce « incident ».

Cependant, tout cela ne saurait suffire, car depuis Tchernobyl les hommes savent que des catastrophes se produisent. Pour l'Etat et les nucléaristes, il ne s'agit donc plus seulement d'aveugler l'esprit critique des hommes et d'endormir leur méfiance. Il faut se servir de la peur légitime provoquée par le fléau nucléaire pour renforcer leur sentiment d'impuissance et entretenir une situation de désarroi propice à empêcher la naissance de la colère et de la révolte. Il s'agit de faire sentir aux hommes l'énormité de ce qui les menace afin de les rendre fatalistes et de les encourager à jouer les autruches, aveugles volontaires plus enclins à la méfiance contre ceux qui leur font voir la menace qu'à la haine contre ceux qui la fabriquent.

Diverses tentatives de protestation ont répondu, ces vingt dernières années, au processus de nucléarisation croissante du monde. Elles n'ont remporté aucun succès décisif, mais elles ont eu le mérite de mettre le doigt sur un problème fondamental de la société moderne et de mener des luttes concrètes sur ce terrain.

Certes, la protestation écologique a combattu l'accumulation désespérante et dangereuse de procédés néfastes aux hommes et à la nature, mais n'a pu empêcher qu'ils s'imposent toujours plus. Les insuccès répétés de la lutte contre le nucléaire sont encore plus flagrants que dans tous les autres domaines. Ils sont dus principalement au fait de s'être abusé sur la possibilité de combattre le développement du nucléaire sans rechercher à rencontrer les forces pratiques capables de renverser les conditions socio-historiques qui l'avaient engendré. Cela a maintenu le mouvement écologiste séparé des autres mouvements sociaux des années 1970 qui, ne voyant pas alors dans la dégradation des conditions de vie une question cruciale, avaient de leur côté tendance à se désintéresser des revendications écologistes. Les défaites successives des mouvements sociaux ont par la suite privé le mouvement écologiste de la possibilité de dépasser cette faiblesse initiale, et l'ont laissé ouvert à toutes les illusions politiques et à toutes les manipulations arrivistes. Cela est tout particulièrement visible en

Allemagne occidentale où un mouvement pourtant puissant et résolu n'aboutit tragiquement à rien de plus que la participation des « Verts » aux manœuvres politiciennes.

L'écologisme a donc pour seul avenir de servir de pépinière aux stratèges d'une « science » du traitement de la pollution, usant de leur savoir pour s'installer dans une composante sous-ministérielle de l'Etat nucléariste ou pour faire prospérer un nouveau gang de députés.

Le mouvement écologiste n'a pas su concevoir d'autres formes d'organisation que celles, hiérarchisées et bureaucratiques, du monde qu'il prétendait combattre. Il a donc entériné l'usage arriviste que faisaient de lui divers politiciens. Son refus de suivre d'autres voies que celles de l'entrisme parlementaire et des protestations vaines est la cause du profond découragement de ceux qui s'y étaient engagés avec de plus beaux espoirs. Il est également un des éléments qui ont contribué à pousser la société vers le *désabusement résigné* et le *fatalisme* faisant regarder ceux qui proposent de ne pas baisser les bras devant l'invasion nucléaire comme des irréalistes et des fous.

Il serait, bien entendu, ridicule, aujourd'hui, d'espérer un « avenir sans nucléaire » comme certains écologistes le mendient de l'Etat. Le nucléaire est malheureusement là, et pour longtemps. Mais le pseudo-réalisme qui se fonde sur cette constatation pour admettre que le nucléaire continue à coloniser la planète est un raisonnement suicidaire. Le seul réalisme pour ceux qui ne veulent pas se résigner à un triste sort d'irradiés serait tout d'abord d'arrêter immédiatement toutes les centrales et, ensuite, de mettre en jeu tous les moyens permettant de contrôler les dégâts déjà faits et d'y remédier, afin de restaurer des conditions de vie moins menacées.

Toute opposition conséquente au nucléaire, aujourd'hui, ne peut que se fonder sur le refus de ce pseudo-réalisme et des tares qui ont entravé précédemment le mouvement écologiste. Or, précisément, une opposition réelle aux entreprises nucléaristes est en train de renaître en France. Elle s'élève contre les projets de stockage de déchets (Neuvy-Bouin, Segré, Sissonne, Montrevel) et contre l'implantation de nouvelles centrales (Plouézec, Le Carnet). Cette opposition qui tirent pour l'instant sa force de sa concentration sur un but particulier, est digne de ce nom parce qu'elle exprime la détermination d'une population locale capable de reconnaître ses intérêts primordiaux et d'en débattre, et parce qu'elle est délibérément hostile à la récupération écologiste et plus largement politique.

Dans les grandes villes, les griefs ne manquent pas non plus aux individus atomisés, enfermés au voisinage de centrales nucléaires, sous une cloche d'aberrations toutes plus nocives les unes que les autres. Il est nécessaire qu'y apparaissent des regroupements d'individus décidés de faire une critique sans concession du nucléaire. De tels regroupements, rompant avec un confusionnisme antinucléaire aussi folklorique qu'impuissant, pourraient contribuer à ce que s'effectue nettement la scission nécessaire entre, d'une part, les opposants respectueux de l'Etat, aspirant à gérer l'adaptation du monde aux maux industriels auprès du ministère des Catastrophes, et d'autre part, ceux qui veulent combattre réellement les causes de l'empoisonnement et refusent de céder aux diktats étatiques.

Considérant ce qui précède :

- Le comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous ! » a été constitué, sous la forme d'une association tombant sous le coup de la loi de 1901.
- Cette association se donne pour but de contribuer à la suppression du nucléaire. Elle se propose donc d'en favoriser la critique et celle de la société qui l'engendre. Sa tâche consistera, notamment, à rendre publics les agissements de l'Etat visant à imposer le nucléaire à la société et la résistance contre ces agissements.
- Ses membres sont des individus qui mettent en commun leur volonté et leurs capacités afin d'accentuer leurs forces. Ils ont cherché à élaborer des règles de fonctionnement qui leur permettent de rester maîtres de leur lutte. Ils se sont donné une organisation permettant *l'expression de chacun dans un projet collectif* et faisant obstacle à l'apparition des vieilles entraves militantes (spécialisation, hiérarchie), mettant en jeu une méthode et quelques principes conformes à leurs désirs. Ils retrouvent en cela l'esprit de nombreuses tentatives d'émancipation du passé ; esprit qui, ressurgissant en décembre 1986, a rompu l'isolement de chacun en relançant le dialogue social *en dehors de toute médiation* et a, momentanément, fait reculer l'Etat. C'est ce qui a été appelé dans l'histoire la *démocratie directe.*

Plus précisément, il est décidé que :

- les décisions engageant le comité sont prises à l'unanimité, afin que la confrontation des points de vue soit la plus riche possible et que les problèmes ne soient pas réglés d'une manière simpliste par la prééminence d'une majorité ;
- chaque membre du comité ne représente que lui-même, et son adhésion est de ce fait individuelle et nominale ;
- le comité admet le principe de la délégation sur chacun de ses projets. Il revient aux membres du comité de se regrouper par affinité sur chaque projet en désignant un délégué chargé de représenter leurs positions à l'assemblée des délégués qui en discutera. Chaque délégation est *précise* pour un ou plusieurs projets. Tout membre ne se reconnaissant en accord avec aucun groupement se délègue lui-même. Ces délégués, comme tous les membres du comité mandatés pour la réalisation de projets spécifiques, sont révocables à tout instant. La rotation des responsabilités est appliquée pour toutes les tâches.

Tous les membres du comité sont coresponsables des projets adoptés par le comité.

Le comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous ! » se propose de critiquer méthodiquement son ennemi dans l'attente active que des forces autrement plus puissantes que celles qu'il représente élargissent à leurs mesures ce qu'elles jugeront comme des possibilités historiques.

A partir de cette tentative, il propose à tous les individus conscients de l'urgence de lutter contre la nucléarisation et désireux d'en finir avec l'isolement et l'inertie, de fédérer leurs forces partout où ils se trouvent et de se communiquer leurs pratiques et leurs projets.

Toutes nos activités sont publiques.

Paris, le 20 décembre 1987

Comité « Irradiés de tous les pays, unissons-nous ! »